

Rwanda: face au commissaire européen, Kagame s'emporte sur les droits de l'homme

RFI, 25 juin 2019

La chaîne France 24 a diffusé ce week-end un face-à-face tourné à Bruxelles la semaine dernière entre Neven Mimica, commissaire européen à la coopération et au développement et le président rwandais. Paul Kagame y accuse notamment son partenaire européen d'avoir « un complexe de supériorité » quand il lie les questions de développement et de droits de l'homme.

Pour le commissaire européen au développement Neven Mimica, le Rwanda est un exemple sur tous les plans, « économique, politique, réconciliation », 25 ans après le génocide. Aucune référence aux droits de l'homme. C'est donc la journaliste de France 24 qui relance les deux hommes sur cette épineuse question.

Bien sûr, cela fait partie des accords de Cotonou qui lient l'Afrique à l'Union européenne, explique Neven Mimica. « *Nous avons une approche globale dont nous discutons avec nos partenaires et les droits de l'homme, leur respect, en font partie. Nous parlons développement et droits de l'homme en même temps, d'une manière très ouverte et liée entre les deux aspects* », indique le commissaire européen.

Paul Kagame ne laisse pas la journaliste de France 24 le relancer et s'emporte. « *Vous devez arrêter avec votre complexe de supériorité, toute cette absurdité sur les droits de l'homme, assène le président rwandais. Nous, on s'est battu pour les droits de l'homme et la liberté de nos peuples, plus que quiconque, y compris vous qui continuez à parler de cette absurdité. Là, souvenez-vous d'où venaient nos pays et où on les a emmenés, cela parle pour nous. Vous devriez arrêter de dire aux autres quoi faire ou ne pas faire, même si ce n'est pas à votre goût. Mais pour qui vous prenez-vous ?* »

Sans être conditionnée, l'assistance de l'UE peut être suspendue pour des questions de droits de l'homme ou de démocratie. Ce n'est pas le cas pour le Rwanda, malgré les appels des organisations de défense des droits de l'homme et de développement à être plus regardant sur ces questions sur ce pays. Des rapports droits de l'homme jugés « *ridicules* » par le président du Rwanda.

Le Rwanda devait toucher quelque 460 millions d'euros d'assistance de l'Union européenne entre 2014 et 2020 aux titres du 11^e FED, dont de l'appui budgétaire direct.